

Le retrait immédiat d'Afghanistan : Pourquoi?

La mission de guerre en Afghanistan, et les multiples problématiques qu'elle soulève, offrent l'occasion de réfléchir sur le rôle du Canada dans le monde, sa politique extérieure et sa politique de défense. Ce sont trois aspects qui doivent être soigneusement imbriqués pour une action efficace dans le monde. C'est à la lumière d'une telle réflexion que doit être analysée la mission en Afghanistan, et que surgissent les questionnements fondamentaux qui remettent en question la présence des troupes canadiennes en Afghanistan.

1- Politique américaine : La mission canadienne en Afghanistan est conduite dans le cadre global d'une politique américaine offensive. Depuis plus de trente ans cette politique a pour but de contenir les influences chinoise, russe et iranienne en Asie Centrale. Avec les récents événements au Pakistan, la stratégie actuelle ressemble de plus en plus à un encerclement géographique de l'Iran. Action politique effectuée dans le but vraisemblable d'appliquer une tactique d'étouffement économique de l'ennemi numéro un de l'Occident. Avec les sondages d'opinion sur la mission, la population du Québec semble reconnaître que tout ceci n'a rien à voir avec le bien-être de la population afghane, et tout à voir avec le maintien d'une influence économique dans la région à plus fort potentiel de croissance économique de la planète. Cette mission accentue de façon importante la déjà trop grande dépendance canadienne envers son voisin du sud.

2- Environnement explosif : Cette mission, dangereuse, s'effectue dans un environnement régional impliquant de nombreuses ethnies, qui se disputent depuis des décennies des espaces territoriaux dont la richesse varie. Ces confrontations ont été attisées, directement ou indirectement par plusieurs puissances régionales (la Chine, le Pakistan, l'Iran, la Russie, les « istans » de l'ex-URSS et, moins directement, l'Inde) qui ont chacune des affinités ou des animosités historiques et culturelles avec les groupes en présence. On voit se dessiner une nouvelle confrontation économique entre l'Organisation de coopération de Shangaï, et l'OTAN, ayant pour cœur l'Afghanistan. Qu'on le veuille ou non, une solution politique durable en Afghanistan passe par une coexistence pacifique qui impliquera activement les 40 millions de Pachtounes de la région Afghano-pakistanaise. Les allégeances majoritaires de cette population penchent en direction du radicalisme islamiste des talibans. Il est tout à fait ridicule de vouloir convertir ces populations aux valeurs occidentales, ou de tenter d'imposer un gouvernement fantoche de type occidental dans cette région rongée par la guerre depuis des décennies. Les populations de la région savent que les alliés talibans d'hier, que nous avons armés, sont maintenant nos ennemis. Cette réalité confère à la mission militaire canadienne toutes les caractéristiques d'un inextricable borbier politique et économique.

3- Terreau de l'extrémisme et du terrorisme : Le choix de l'offensive dans cette mission, dicté par la politique économique américaine et les efforts d'éradication du pavot, nourrit présentement les différentes factions radicales dans la région. Les talibans

ne sont pas les seuls fanatiques à profiter du commerce de l'opium meurtrier. Plusieurs membres du gouvernement que nous tentons d'imposer à la population afghane sont profondément impliqués dans ces activités criminelles et en profitent allègrement. La culture du pavot, qui avait cessé sous le régime des talibans, est dramatiquement redevenue le pilier économique du pays. Une véritable tragédie pour la population de ce pays, un des plus pauvres du globe. Tout indique que la chasse au taliban, pour espérer un succès, doit se poursuivre en territoire pakistanais. Une réalité qui déstabilise présentement toute la région. Ce guêpier politique devient un véritable terreau fertile pour le recrutement étendu, et la mobilisation massive d'insurgés. Les forces internationales, présentes depuis déjà 5 ans dans la région, sont de plus en plus perçues, et à raison, comme des forces occidentales d'occupation. Les militaires canadiens se positionnent comme les ennemis des désespérés du peuple, qui lui se métamorphose en opposants à abattre. Plus les militaires canadiens s'enlisent dans ce conflit, plus les citoyens canadiens risquent de devenir la cible de sympathisants qui ne voient comme issue que l'action terroriste. Continuer les actions militaires en Afghanistan constitue une menace à la sécurité de tous les canadiens.

4- Engagement des alliés peu probable : Les militaires canadiens œuvrent supposément dans le cadre d'une opération multilatérale. Il est évident pour tous que le succès de l'opération ne peut pas reposer sur les 2500 militaires canadiens sur le terrain. Ce succès repose sur l'engagement plus actif, plus offensif, mais peu probable, des dizaines de milliers de soldats alliés présents sur le terrain. Après les attentats du 11 septembre 2001, plusieurs pays européens se sont engagés dans la mission par obligation. C'était un devoir que d'assister un pays allié agressé, une action imposée par les règles de l'Alliance militaire de l'Atlantique (OTAN). C'est aussi ce contexte qui a mené à la persuasion de l'ONU pour endosser l'offensive militaire. Le rapport de la Commission d'enquête 9/11 du Congrès américain publié en juillet dernier laisse plusieurs observateurs perplexes. On étale, sans gêne, les ratées des services secrets américains, et sans sourciller, la minimisation de la menace appréhendée par le Pentagone. On a étrangement l'impression que les autorités en place faisaient peu de cas d'une nouvelle menace d'agression en sol américain par Al-Kaïda. On croirait même, parfois, qu'une agression en sol américain était souhaitée. Ce qui a fustigé l'administration Bush, ce n'est pas l'attentat, mais l'envergure du désastre engendré. Dans ce contexte, combiné à l'expérience de l'Irak, il semble très peu probable que les pays européens s'impliquent beaucoup plus dans les actions guerrières en sol afghan. Qui peut sérieusement croire que les membres de l'OTAN accepteront de prêter au commandant suprême des forces alliées, un général qui a toujours été américain, des troupes qui serviraient à poursuivre une telle mission militaire offensive? La hantise coloniale est encore bien présente dans plusieurs pays, le colonialisme économique moderne n'a pas bonne presse en Europe. Grâce à l'élection des conservateurs, les dirigeants militaires canadiens ont accompli un tour de force. Ils ont planifié avec succès l'abandon de l'action multilatérale canadienne dans le cadre de missions de paix de l'ONU, pour la remplacer par une participation à une agression militaire qui n'a dorénavant plus rien de multilatérale. Le Canada était l'acteur principal des missions de paix du passé qui ne sont plus que l'ombre d'elles-mêmes. Il est devenu une puissance d'occupation active au service des opérations de conquête économique américaine, ce qui le discrédite un peu plus chaque jour aux yeux

de la communauté internationale et de sa population.

5- Lourde hypothèque sur les rôles futurs du Canada : Plus la mission offensive se prolonge, plus on hypothèque les possibilités d'un rôle constructif du Canada dans la région et dans le monde. L'expertise canadienne développée pendant des décennies dans le cadre de missions multilatérales de maintien de la paix, tant du point de vue diplomatique que militaire, s'avèrera inutile. Cette expertise développée au prix de vies humaines et à grands frais aurait pu s'avérer indispensables dans le cas d'une stabilisation ultérieure de la région. Le gouvernement conservateur questionne même la poursuite des opérations du Centre de formation Pearson pour la paix, un des jalons fondamentale de la politique militaire canadienne des récentes décennies. Le gouvernement Harper a positionné le Canada comme un des belligérants principaux dans le bras de fer économique de l'Asie Centrale que se livrent les puissances régionales et, par le fait même, s'est complètement discrédité pour d'éventuelles missions futures dans toute cette région du monde. Le monde a beaucoup plus besoin de pays qui considèrent le recours à la force comme l'exception et qui sont prêt à s'investir dans le désamorçage des crises, que de nouveaux pays « matamores », prêts à se lancer tête baissée dans des aventures de guerre. Si cette politique se poursuit, le Canada se disqualifiera ainsi pour tous les rôles de désamorçage des conflits et de prévention internationale. Les approches militaires offensives devraient définitivement être proscrites à moins d'une agression directe sur le pays. La réalité bien active de l'impérialisme économique américain multipliera les besoins en terme d'efforts de modération, de conciliation, stabilisation et de désamorçage des crises. L'impatience malade de nos généraux « va-t-en guerre » doit impérativement être contenu par les politiciens.

6- Une option politique insoutenable : Cette mission fait partie d'une politique militariste à courte vue, mise en œuvre par un gouvernement minoritaire, et qui n'a été l'objet d'aucune consultation publique et d'aucun débat politique de fond. En moins de dix ans, les gouvernements militaristes ont fait grimper les dépenses militaires annuelles à 18 milliards dollars. Le gouvernement Harper a procédé aux étapes d'adjudication des contrats militaires en toute hâte en court-circuitant les procédures administratives de suivi des dossiers d'acquisition. La machine électorale se devait d'être prête pour le saupoudrage de contrats militaires le moment de la campagne électorale venue. Tout le processus d'achat des équipements pour la mission en Afghanistan est présentement sous enquête de la Vérificatrice générale du Canada. Les justifications d'un rôle actif du Canada dans une telle mission, en vue d'une politique extérieure et militaire réaliste, cohérente et soutenue par les canadiens sont inexistantes. A la grande satisfaction des militaires, les opérations militaires offensives multiplient les besoins en équipements, décuplent les besoins en nouveaux effectifs et crée un sentiment d'urgence permettant de court-circuiter tout exercice adéquat de suivi administratif et politique. Plus la mission offensive en Afghanistan se poursuit, plus le gouvernement conservateur poussera pour de nouveaux équipements militaires afin de « protéger nos soldat et garantir le succès de la mission » un chantage éhonté fait sur le dos des soldats qui meurent sur le terrain. Tous les ingrédients sont en place pour discréditer complètement l'engagement international du Canada. Après le petit scandale des commandites des libéraux,

s'annonce le gargantuesque scandale militariste des conservateurs qui ne se calculera pas en dizaine de millions, mais en dizaines de milliards cette fois.

7- L'avenir dans la prévention : Tout indique qu'une future politique canadienne, cohérente avec la tradition du maintien de la paix du pays, et adaptée à la nouvelle réalité d'après guerre froide, devrait s'orienter vers la détection avancée et la prévention des conflits internationaux et des génocides. Le Canada est une puissance économique secondaire et géographiquement isolée. Il ne peut se permettre qu'un rôle limité, bien circonscrit et cohérent avec les aspirations d'autonomie des canadiens afin de faire une réelle différence sur la scène mondiale. Ce rôle, pour des raisons économiques et géographique évidentes, ne peut être que non-offensif, et très spécialisé. Les assises d'une politique internationale de prévention des conflits internationaux se situent au niveau d'un agencement cohérent d'actions politiques: détection avancée, mécanisme d'alerte internationale, raffinement de l'intervention civile professionnelle, innovation dans la diplomatie préventive et de la mise en œuvre de sanctions diverses (politiques, économiques et sociales) visant les élites belliqueuses et les combattants. La mise en oeuvre d'une véritable stratégie de prévention des conflits internationaux demande, non pas l'intervention de militaires, mais une expertise professionnelle sociale, légale, politique et de communication de haut niveau. La mission actuelle doit cesser car elle est nuisible à la mise en œuvre d'éventuelles actions de prévention des conflits internationaux et aux perspectives d'engagement à long terme du Canada. L'avenir de l'engagement constructif du Canada sur la scène internationale réside dans le renforcement grâce à l'ACDI, de la présence des organismes de coopération canadiens dans la détection avancée des conflits et l'intervention civile préventive. Dans l'implication du Ministère des affaires extérieures du Canada dans le renforcement des sanctions sur les acteurs principaux des conflits par le biais des organismes multilatéraux. Et finalement, dans l'utilisation des effectifs militaires dans un cadre multilatéral de dernier recours. Une véritable économie de paix, basée sur l'action professionnelle préventive reste à construire. Pourquoi continuer à asperger d'huile les feux de la guerre?

8- L'armée, pour aider le peuple : Aucun militaire n'aime risquer de se faire tuer. Ceux qui ont accepté de s'enrôler dans les forces canadiennes, et qui sont mobilisés doivent avoir la certitude que c'est pour le bien de la nation. Le rôle des politiciens lorsqu'ils osent demander le sacrifice suprême « d'aller tuer ou de se faire tuer » pour le pays, est de prouver hors de tout doute raisonnable que le recours à l'action militaire est indispensable. Le recours à la force militaire est un dernier recours qui n'est véritablement utile que lorsque tous les autres moyens non-militaires ont été utilisés, et ont failli. C'est uniquement dans un tel contexte que, dans le cadre d'une politique canadienne de prévention des conflits internationaux, la population canadienne pourrait accepter le recours aux armes. La mission offensive actuelle n'a pas démontré qu'elle était la voie pour améliorer le sort des populations afghanes. Lors du début des hostilités, on doit se rappeler que les Talibans ne contrôlaient pas le territoire entier du pays. Les forces internationales occupent présentement un territoire qui est resté entre les mains de chefs de guerre qui font la pluie et le beau temps dans le pays depuis des décennies. A quelques exceptions près, la condition des gens occupant ces territoires n'a pas changé, et l'économie criminelle du pavot s'est maintenu. Ces gens, dont plusieurs sont représentés

au pouvoir, n'ont jamais souhaité l'amélioration des conditions de vie du peuple. L'armée Nationale Afghane a été construite en utilisant les milices de ces dirigeants de clans. Même après plus de cinq ans d'opérations militaires, l'influence des sympathisants talibans est restée inchangée dans les fiefs traditionnels Pachounes, et dans plusieurs régions, par dépit des gens, elle s'est accrue. Le gouvernement canadien est incapable de fournir des preuves incontestables de progrès sur le terrain. Quelques centaines de puits d'eau potable, et quelques centaines de kilomètres de routes devraient justifier l'appui « à la reconstruction ». Le fait que ces infrastructures ont vraisemblablement été installées pour faciliter les opérations d'approvisionnement militaires ne semble pas compter. Camoufler l'agression militaire derrière une façade de reconstruction et d'assistance aux populations face aux « démons » à combattre est une tradition militaire millénaire. Malheureusement l'action de nos militaires ne laisse entrevoir aucun résultat plausible. Ce contexte d'aventurisme guerrier se prête-t-il au recrutement massif, et à l'envoi de jeunes soldats canadiens sur le front?

9- Défense des droits des afghans? Quelques témoignages de jeunes filles retournant dans les écoles devraient nous convaincre du souci pour les droits de la personne rattaché aux opérations de guerre. Pourtant, les victimes civiles de ce conflit se comptent déjà par centaines, et les premières victimes de la guerre, surtout dans les contrées déshéritées, sont toujours les femmes. Le traitement digne des prisonniers afghans est la plus importante preuve de respect des droits de la personne et reconnaissance que le gouvernement canadien puisse offrir à ses combattants. Ce témoignage est de loin plus important que les processions funèbres. Les conventions internationales sur le traitement humain des prisonniers de guerre ont été établies spécifiquement pour protéger les combattants. Si le gouvernement veut prévenir les abus face à d'éventuels prisonniers canadiens, il se doit de montrer « pattes blanches » face aux conditions de ses prisonniers Talibans. En continuant de transférer les prisonniers talibans aux autorités afghanes, malgré les preuves de mauvais traitements, et en résistant à l'idée de s'assurer d'un traitement digne des ces prisonniers, le gouvernement canadien a confirmé son peu de souci pour les droits de la personne. Mais encore pire, il trahit le principe le plus élémentaire de sécurité pour ses propres soldats qui pourraient être détenus par les talibans. En ce sens, si le gouvernement Harper avait la moindre compréhension de ce que veulent dire les traités internationaux sur les droits des prisonniers, il aurait exigé depuis longtemps la fermeture de la base américaine de Guantanamo Bay. Cette prison illégale en territoire cubain est un exemple patent de non-respect des droits des prisonniers combattants. Comment, dans ce contexte troublant, a-t-on pu engager les militaires canadiens en campagne militaire auprès des américains? Qui peut encore croire que nous sommes en Afghanistan pour améliorer les droits de la population lorsqu'on met, sans honte, la sécurité la plus élémentaire de nos propres militaires en danger?

10- Une erreur historique : La politique militaire conservatrice que le gouvernement actuel tente de mettre en opération est coûteuse, nuisible et dangereuse. L'intervention rapide, dans toutes les régions du globe, par des forces militaires offensives est une voie d'intervention militaire économiquement insoutenable pour un pays comme le Canada, qui ne peut se réaliser qu'en appui aux politiques américaines. Choisir cette voie de l'appui à des interventions politiques offensives, même justifiées par la « guerre au

terrorisme », aligne automatiquement le pays du côté du pouvoir économique mondial. Les canadiens qui voyagent de par le monde souffriront pour les décennies à venir d'un tel alignement politique. En plus d'empêcher le Canada de jouer un rôle politique constructif dans la résolution de futurs conflits internationaux, les canadiens devront supporter économiquement pendant des décennies par le biais du Ministère des anciens combattants les vétérans blessés physiquement et psychologiquement par une telle aventure opportuniste. Encore pire, en s'alignant ainsi, le Canada devient automatiquement l'ennemi des plus désespérés, les terroristes. L'achat d'équipements militaires offensifs sera inévitablement suivi d'un accroissement exponentiel des dépenses en équipements policiers, de sécurité intérieure et en engins de surveillance de tout acabit. Le recours à la violence attise les haines, nourrit les peurs et génère à leur tour violence, haines et peurs. Le gouvernement conservateur actuel a tendu la main au nouveau complexe militaro-sécuritaire pour mettre en œuvre sa stratégie électoraliste. Il a entraîné le pays et tous les canadiens un cycle infernal, la spirale internationale de la violence. Si on ne change pas le cap maintenant, l'histoire retiendra cette période du début du millénaire comme une période triste, un des plus importants rendez-vous manqués de l'histoire canadienne.

En conclusion :

Le maintien des troupes canadiennes en Afghanistan a toutes les caractéristiques d'une action purement idéologique et d'une séquence de gestes politiques opportunistes initiées par les libéraux, envenimées par ces mêmes libéraux et confirmées par le gouvernement Harper. Ces actions politiques ont été initiées pour répondre à des impératifs autres que le meilleur intérêt de la population afghane, des canadiens et du pays. En ce sens, la position des organismes qui demandent le retrait immédiat des troupes semble l'option politique la plus sensée et responsable.

Le Canada doit de toute urgence redéfinir son rôle sur la scène internationale. Ce rôle doit dissocier des objectifs économiques et politiques américains.

Tout comme l'était le rôle de participation aux actions multilatérales de maintien de la paix des Nations Unies, ce rôle doit être adapté aux aspirations des canadiens. La prévention des conflits internationaux et des génocides, par la détection précoce et l'intervention civile devrait être la voie privilégiée. Combiné aux actions de paix dans un contexte multilatéral, ce rôle serait parfaitement adapté aux ressources mobilisables.

L'heure est maintenant venue de regarder la situation en face et de prendre les décisions qui s'imposent. « Soutenez nos troupes, ramenez-les à la maison avant qu'il ne soit trop tard »